



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation au Mali

Question au Gouvernement n° 4758

Texte de la question

SITUATION AU MALI

M. le président. La parole est à M. M'jid El Guerrab.

M. M'jid El Guerrab. Par le biais d'un communiqué lu hier à la télévision d'État malienne, les autorités du pays ont décidé d'expulser notre ambassadeur, M. Joël Meyer. Notre groupe – et je suis sûr que l'ensemble de la représentation nationale nous rejoindra – souhaite apporter tout son soutien à notre ambassadeur, ainsi qu'à tous nos agents diplomatiques et consulaires en poste au Mali.

J'ai vu M. Joël Meyer sur le terrain, depuis 2018, œuvrer inlassablement à entretenir les meilleures relations possibles entre les deux pays dans un contexte sécuritaire très préoccupant.

Enfin, en tant que député de la neuvième circonscription des Français de l'étranger, je voudrais également avoir une pensée pour nos ressortissants français établis dans le pays, au moment où la situation se tend chaque jour un peu plus.

Monsieur le ministre, au lendemain de la décision du Danemark de retirer ses forces spéciales dont les autorités maliennes avaient jugé la présence indésirable, la France s'est montrée totalement solidaire de notre partenaire européen, et nous avons estimé que la situation au Mali devenait intenable.

Ainsi, les pays partenaires du groupement européen des forces spéciales Takuba ont annoncé travailler d'ici à la mi-février à l'adaptation de leur dispositif au Mali, au regard de l'isolement progressif du pays. Alors que la France a déjà adapté sa présence sur le terrain, il faut rappeler que la sortie de crise au Sahel ne pourra se faire que de manière collégiale au niveau européen mais surtout en concertation avec nos partenaires africains. De fait, l'Union Européenne mobilise déjà l'ensemble de ses instruments, de l'aide humanitaire au soutien des forces de sécurité, pour soutenir les populations du Sahel, démarche qui sera amenée à se renforcer dans le cadre de l'établissement de la boussole stratégique.

Monsieur le ministre, de quelle manière l'Europe compte-t-elle répondre aux enjeux géopolitiques et sécuritaires qui se dressent face à elle au Mali et au Sahel en général ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Agir ens.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Monsieur El Guerrab, je vous remercie de l'hommage que vous rendez à notre ambassadeur Joël Meyer. J'ai constaté avec beaucoup de satisfaction que de nombreux hommages lui ont été rendus et qu'il a été soutenu par quasiment tous les ministres des

affaires étrangères de l'Union européenne. Je vous remercie également de rappeler la situation de nos ressortissants au Mali, à laquelle nous sommes évidemment très attentifs.

Dans les circonstances actuelles, c'est le Mali qui s'isole. Nous ne sommes pas face à une question franco-malienne, mais à une question qui concerne les relations de la communauté internationale et du Mali, notamment les relations entre les pays africains, les pays européens et le Mali. Cela concerne notre sécurité collective. Comme je l'ai dit en répondant à M. Jean Lassalle, vous pouvez être sûr d'une chose : nous n'interrompons pas notre combat contre le terrorisme.

Au Mali, on constate une rupture politique problématique : qu'est-ce que c'est que cette junte qui veut rester au pouvoir encore cinq ans après l'avoir occupé pendant deux ans après deux coups d'État successifs et qui vient donner des leçons de constitutionnalité ? On constate également une rupture militaire : les entraves au bon fonctionnement des opérations militaires s'accumulent depuis quelque temps, qu'elles soient réalisées par des militaires français ou par les militaires qui nous accompagnent, en particulier les Européens, comme les Danois qui ont dû quitter le territoire.

Nous considérons que cette situation ne peut pas rester en l'état et nous avons ouvert des consultations avec nos alliés africains et européens pour établir quelles décisions nous devons prendre pour continuer à combattre le terrorisme, ce qui est notre seul objectif. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

Données clés

Auteur : [M. M'jid El Guerrab](#)

Circonscription : Français établis hors de France (9^e circonscription) - Agir ensemble

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4758

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 février 2022](#)